

ACTE FONDATEUR ET DECLARATIF DU PEUPLE PIED-NOIR

(Paris , le 5/7/2016)

LES PIEDS-NOIRS :

UN PEUPLE, UNE NATION

I - LES PIEDS-NOIRS, UN PEUPLE -

a) Définition d'un peuple -

Un peuple désigne un ensemble d'êtres humains ne vivant pas forcément sur un même territoire, mais ayant en commun une culture, des mœurs, et formant à un moment donné une communauté partageant majoritairement un sentiment d'appartenance durable, une communauté de destin .

Ce sentiment d'appartenance peut venir d'une ou plusieurs de ces caractéristiques : un passé commun, réel ou supposé, un territoire commun, une langue commune, une religion commune , des traditions et des valeurs communes, des intérêts communs .

Un peuple est uni par un passé commun et par la volonté de constituer une unité capable d'agir en vue d'un avenir commun .

Les débats au sein de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont retenu deux éléments de définition pour qualifier un peuple :

Il s'agit d'une entité sociale possédant une évidente identité et ayant des caractéristiques propres ;

cette entité a une relation avec un territoire, même si le peuple en question en a été injustement expulsé .

Qui peut dès lors nier que les Pieds-Noirs constituent un peuple ?

Nul ne peut le contester .

b) Origines et formation du peuple pied-noir -

Dès avant la conquête française en 1830 vivaient déjà en Afrique du Nord, au Maghreb, à côté des populations berbère et arabe, des turcs, des ibériques, dont certains chassés d'Espagne et du

1-

PC

D

SV

Portugal par l'Inquisition, des maltais, des italiens ainsi que des juifs, dont la reine berbère fut la Kahéna .

Avec la conquête de l'Algérie en 1830, s'installèrent progressivement des émigrants français, majoritairement occitans, suivis rapidement d'émigrants méditerranéens venus de tout le sud de l'Europe, essentiellement espagnols, italiens, maltais.

Au fil du temps, un processus de fusion et d'émergence, de conscientisation et d'affirmation d'une identité collective s'opéra entre ces différentes ethnies .

Un peuple nouveau naquit sur cette terre d'Afrique du Nord, avec ses caractéristiques propres, dès avant les indépendances des années 1956-1962 survenues au Maroc, en Tunisie et en Algérie .

A la culture de base française acquise progressivement par les non- français se superposèrent des impulsions, des mentalités, des habitudes alimentaires, des goûts artistiques et musicaux, une conception des loisirs, des expressions passées dans la langue (qui créèrent un dialecte commun, le pataouète), des gestes, des manières d'être collectives empruntées à chacune des ethnies d'origine .

S'y ajoutèrent des apports provenant des peuples berbère, arabe, juif et turc cohabitant sur la même terre .

Une terre commune, une histoire commune, des traditions et des valeurs communes, un langage commun forgèrent en quelques générations en terre africaine une communauté partageant un sentiment d'appartenance durable, une communauté de destin , un peuple .

Un véritable peuple de la Méditerranée, teinté d'orientalisme, était né, les Pieds-Noirs, issu de la terre d'Afrique du Nord, brassage de peuples de l'espace Europe-Méditerranée, pluriconfessionnel .

Avec les indépendances octroyées par la France, ce peuple a fait l'objet d'une épuration ethnique par des massacres et par un exode et un exil contraints de sa terre natale .

Cette histoire tragique, cet exode et cet exil ont forgé plus encore chez les Pieds-Noirs ce sentiment d'appartenance à un peuple ayant une communauté de destin forte et unique .

Ce peuple subit actuellement en exil un ethnocide, une destruction de sa culture et de son identité sociale, un génocide culturel et mémoriel .

Les Pieds-Noirs sont réfugiés dans le monde , en particulier en France, en Israël, en Espagne, au Canada, en Argentine, en Belgique, en Andorre, en Principauté de Monaco, en Italie, formant une communauté internationale de cinq millions de ressortissants comprenant la génération actuelle née en Afrique du Nord, les générations descendantes et les groupes humains qui s'y rattachent .

Tout peuple a droit à l'existence, à l'autodétermination et à sa reconnaissance par les instances internationales .

pc

o/v

II - LES PIEDS-NOIRS, UNE NATION -

Forts de leur sentiment d'une appartenance commune ;

Conscients d'être unis par une identité historique et culturelle reproduite et transmise de génération en génération depuis près de deux siècles, d'abord sur un territoire commun, le Maghreb, puis en exil à travers le monde ;

Conscients d'être légataires d'un patrimoine commun inestimable ;

Conscients que ce patrimoine doit être protégé, préservé, enrichi et transmis aux générations futures ;

Les Pieds-Noirs , peuple d' Afrique et de la Méditerranée, constituent aujourd'hui une nation au sens où l'entendait Ernest Renan en 1882 :

« Une nation est une âme, un principe spirituel.....c'est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs.....le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis.....c'est l'aboutissement d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements.....c'est avoir des gloires et des regrets communs dans le passé, une volonté commune dans le présent, un même programme à réaliser.....c'est une grande solidarité et le désir de continuer la vie commune, une affirmation perpétuelle de vie . »

Tout individu n'est pas isolé sur terre .

Il est une partie d'un tout, une descendance, rattachée d'abord à une famille, rattachée ensuite à un groupe d'hommes et de femmes dont il partage les valeurs et le mode de vie .

A ce titre, il reçoit un double héritage .

A son tour, il va agréger autour de lui d'autres personnes qui, devenant conjoint ou alliés, élargiront sa famille, ou qui, devenant amis et partageant valeurs et mode de vie, élargiront son groupe social .

Ce groupe devient alors un peuple lorsque les membres qui le composent acquièrent un sentiment d'appartenance commune tel qu'en plus de la volonté de vivre ensemble s'ajoute une volonté de se projeter dans l'avenir pour un développement commun et solidaire .

Chacun, quelles que soient son origine et sa confession, alors se reconnaîtra pour affirmer : « je suis de ce peuple et nous le reconnaitrons en tant que tel . »

Trois attributs sont nécessaires pour qu'un peuple assure la protection de son être profond et historique et puisse survivre : sa souveraineté, son identité et sa volonté de les affirmer .

Fortes des qualités ancestrales de leurs parents (esprit d'initiative, dynamisme, volonté d'aller de l'avant, créativité, innovation, courage, ténacité) et fières de leur œuvre de pionniers précédemment accomplie, les nouvelles générations de Pieds-Noirs nées ou à naître en terre d'exil, en France ou ailleurs dans le monde, doivent, comme leurs aînés, s'approprier cette réalité d'un peuple et d'une nation pieds-noirs, biens communs qui leur sont propres, avec tous les droits légitimes qui s'y rattachent .

Socle de valeurs communes, reposant sur un contrat social implicite entre ses membres, la nation pied-noire est l'héritage légué aux nouvelles générations qui en sont les dépositaires, qui la feront prospérer et qui en seront à leur tour les transmetteurs .

Et la nation pied-noire n'est en rien un repli sur soi susceptible de freiner les adhésions, car justement son identité est plurielle et par définition tournée vers l'extérieur et vers les autres .

Elle est ainsi la source et le fondement d'un rôle et d'une fonction majeurs que le peuple pied-noir peut assumer dans le concert des nations et dans la zone géographique où il évolue, en France, en Europe et en Méditerranée : un rôle de peuple charnière, un rôle de peuple intermédiaire , véritable force de dialogue, de propositions et d'intervention .

Dans un monde plein de bouleversements et d'incertitudes, où les incompréhensions devront être vaincues pour une meilleure entente entre les peuples, des perspectives immenses s'ouvrent dès lors aux nouvelles générations de Pieds-Noirs, mais sous condition que les droits démocratiques élémentaires reconnus à tout peuple lui soient enfin reconnus, notamment le droit d'expression et de représentation, et par-dessus tout son droit à l'autodétermination .

III – LES DROITS DU PEUPLE ET DE LA NATION PIEDS-NOIRS –

De longue date, la notion de peuple est liée à une construction politique, et un groupe social reconnu comme un « peuple » se voit défini aussi comme un groupe ayant des droits politiques spécifiques, et notamment le droit à l'autodétermination et de disposer de lui-même, source de tous les droits fondamentaux de l'Homme, et le droit de former une nation souveraine (article 3 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 : « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation . ») .

Les déclarations officielles et internationales sont nombreuses dans ce sens et ces droits ne sont pas contestés de nos jours .

- La Charte de l'Atlantique du 14/8/1941 :
Article 3 : ils (le président des USA et le 1^{er} ministre du Royaume Uni) respectent le droit qu'ont tous les peuples de choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils entendent vivre ; ils désirent voir restituer à ceux qui en ont été privés leurs droits souverains .
- La Charte de l'Organisation des Nations Unies (ONU) du 26/6/1945 :
Article 1 : les buts des Nations Unies sont les suivants : 2- développer entre les nations des

relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde .

Article 55 : en vue de créer les conditions de stabilité et de bien être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, les Nations Unies favoriseront.....

- Le Préambule de la Constitution française du 27/10/1946 :
Article 18 : fidèle à sa mission traditionnelle , la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires .
- La Résolution 637 (VII) de l'ONU du 16/12/1952 :
A - Considérant que le droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes est une condition préalable à la jouissance de tous les droits fondamentaux de l'homme ;
Considérant que les articles 1 et 55 de la Charte des Nations Unies visent à développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes en vue de consolider la paix du monde ;
Considérant que chaque membre de l'Organisation doit, conformément à la Charte, respecter le maintien du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans les autres Etats ;
L'Assemblée Générale recommande ce qui suit :
1 – Les Etats membres de l'Organisation doivent soutenir le principe du droit de tous les peuples et de toutes les nations à disposer d'eux-mêmes .
- La Constitution française du 28/9/1958 :
Préambule : Le peuple français proclame solennellement son attachement aux droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le Préambule de la Constitution de 1946, ainsi qu'aux droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement de 2004 .
En vertu de ces principes et de celui de la libre détermination des peuples, la République offre aux territoires d'outre-mer qui manifestent la volonté d'y adhérer des institutions nouvelles fondées sur l'idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité conçues en vue de leur évolution démocratique .
Article 87 : La République participe au développement de la solidarité et de la coopération entre les Etats et les peuples ayant le français en partage .
- La Déclaration de l'UNESCO du 4/11/1966 relative à la coopération culturelle sur le plan international :
Article 1 : Toute culture a une dignité et une valeur qui doit être respectée et sauvegardée .
Tout peuple a le droit et le devoir de développer sa culture .
- Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16/12/1966 (ONU) :
Article 1 : 1- Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes . En vertu de ce droit, ils



déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel .

2 - Pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturellesEn aucun cas un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance .

3 – Les Etats parties au présent pacte, y compris ceux qui ont la responsabilité d'administrer des territoires autonomes et des territoires sous tutelle, sont tenus de faciliter la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de respecter ce droit conformément aux dispositions de la Charte de l'ONU .

- La Convention de Vienne sur le droit des traités du 23/5/1969 :
Préambule : Conscients des principes de droit international incorporés dans la Charte des Nations Unies, tels que les principes concernant l'égalité de droits des peuples et leur droit de disposer d'eux-mêmes, l'égalité souveraine et l'indépendance de tous les Etats, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force et le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés.....
- La Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social du 11/12/1969 (ONU) :
Article 3 : Sont considérées comme conditions primordiales du progrès et du développement dans le domaine social des peuples :
 - a) L'indépendance nationale fondée sur le droit des peuples à l'autodétermination ;
 - b) Le principe de non- ingérence dans les affaires intérieures des Etats ;
 - c) Le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats ;
 - d) La souveraineté de chaque nation sur ses richesses et ressources naturelles .
 - e) Le droit et la responsabilité de chaque Etat et de chaque nation et de chaque peuple de déterminer en toute liberté ses propres objectifs de développement social, de fixer ses propres priorités et de choisir, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, les moyens et méthodes permettant de les atteindre, à l'abri de toute ingérence extérieure .
- L'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe du 1/8/1975 (à Helsinki) :
Chapitre VIII : Les Etats participants respectent l'égalité de droits des peuples et leur droit à disposer d'eux-mêmes .
En vertu de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, tous les peuples ont toujours le droit, en toute liberté, de déterminer , lorsqu'ils le désirent et comme ils le désirent, leur statut politique interne et externe, sans ingérence extérieure et de poursuivre à leur gré leur développement politique, social et culturel .
- La Déclaration universelle des droits des peuples du 4/7/1976 (à Alger) :
Article 1 : Tout peuple a droit à l'existence .
Article 2 : Tout peuple a droit au respect de son identité nationale et culturelle .

Article 3 : Tout peuple a le droit de conserver la possession paisible de son territoire et d'y retourner en cas d'expulsion .

Article 4 : Nul ne peut être, en raison de son identité nationale ou culturelle, l'objet de massacre, torture, persécution, déportation, expulsion ou soumis à des conditions de vie de nature à compromettre l'identité ou l'intégrité du peuple auquel il appartient .

Article 5 : Tout peuple a un droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination . Il détermine son statut politique en toute liberté, sans aucune ingérence étrangère extérieure .

Article 8 : Tout peuple a un droit exclusif sur ses richesses et ses ressources naturelles . Il a le droit de les récupérer s' il en a été spolié .

Article 13 : Tout peuple a le droit de parler sa langue, de préserver , de développer sa culture, contribuant ainsi à l'enrichissement de la culture de l'humanité .

Article 19 : Lorsqu'un peuple constitue une minorité au sein d'un Etat, il a droit au respect de son identité, de ses traditions, de sa langue et de son patrimoine culturel .

Article 20 : Les membres de la minorité doivent jouir, sans discrimination, des mêmes droits que les autres ressortissants de l'Etat et participer avec eux à la vie publique à égalité .

Article 27 : Les atteintes les plus graves aux droits fondamentaux des peuples, notamment à leur droit à leur existence, constituent des crimes internationaux entraînant la responsabilité pénale individuelle de leurs auteurs .

Article 28 : Tout peuple dont les droits fondamentaux sont gravement méconnus a le droit de les faire valoir, notamment par la lutte politique ou syndicale, et même en dernière instance par le recours à la force .

Article 30 : Le rétablissement des droits fondamentaux d'un peuple, lorsqu'ils sont gravement méconnus, est un devoir qui s'impose à tous les membres de la Communauté internationale .

- La Charte africaine des droits de l' homme et des peuples du 28/6/1981 (adoptée par l'Organisation de l'Unité Africaine) :

Article 19 : Tous les peuples sont égaux ; ils jouissent de le même dignité et ont les mêmes droits . Rien ne peut justifier la domination d'un peuple sur un autre .

Article 20 : Tout peuple a droit à l'existence .

Tout peuple a un droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination . Il détermine librement son statut politique et assure son développement économique et social selon la voie qu'il a librement choisie .

Article 21 : 1- Les peuples ont la libre disposition de leurs richesses et de leurs ressources naturelles . Ce droit s'exerce dans l'intérêt exclusif des populations . En aucun cas un peuple ne peut en être privé .

2 – En cas de spoliation, le peuple spolié a droit à la légitime récupération de ses biens ainsi qu'à une indemnisation adéquate .

Article 22 : 1 – Tous les peuples ont droit à leur développement économique, social et culturel dans le respect strict de leur liberté et de leur identité, et la jouissance égale du patrimoine commun de l'humanité .

Article 24 : Tous les peuples ont droit à un environnement satisfaisant et global, propice à leur développement .

Ainsi, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes constitue l'épine dorsale des droits des peuples et des droits fondamentaux de l'Homme .

Il a été consacré par l'Organisation des Nations Unies dans le droit international conventionnel, dans les articles 1 et 55 de la Charte des Nations Unies et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que dans diverses autres résolutions, chartes ou déclarations .

En outre , sa valeur de principe de droit international a été soulignée à diverses reprises par l'Assemblée Générale de l'ONU .

Ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un principe établi, un droit universellement reconnu relevant du droit international contemporain, un principe juridiquement obligatoire qui jouit de l'universalité .

Il constitue une norme impérative de droit international général, acceptée et reconnue par la communauté des Etats dans son ensemble en tant que norme à laquelle aucune dérogation n'est permise , selon l'article 53 de la Convention de Vienne sur les traités du 23/5/1969 .

Ce droit à l'autodétermination, droit politique qui est le premier des droits des peuples, chapeaute et conditionne d'autre part l'ensemble des autres droits auxquels doit aspirer tout peuple ayant accédé à sa souveraineté : droit d'expression, droit de représentation, droit à la culture, droit de solidarité , notamment avec les autres peuples, droit au développement économique et social, droit à la paix et à la sécurité, droit à la communication, droit au respect de l'environnement .

Dès lors aujourd'hui, le PEUPLE PIED-NOIR,

« entité sociale possédant une évidente identité, ayant des caractéristiques propres et ayant une relation avec un territoire dont il a été injustement expulsé » ,
selon la définition de l'Organisation des Nations Unies,

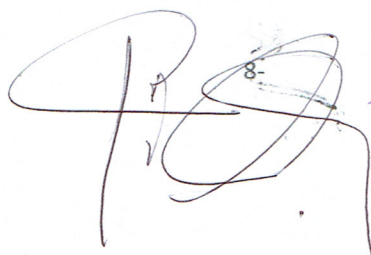
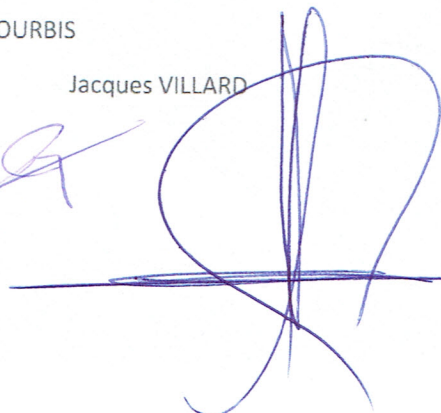
est fondé à réclamer devant la Communauté Internationale :

- Son droit à l'existence ;
- Son droit à déterminer librement son statut politique et à affirmer sa souveraineté pour assurer son développement économique, social et culturel ;
- Sa reconnaissance officielle par toutes les instances internationales, et notamment par l'Organisation des Nations Unies .

Pierre COURBIS

Christian SCHEMBRE

Jacques VILLARD

A stylized signature in black ink, featuring a large 'C' and 'S' intertwined.A stylized signature in blue ink, featuring a large 'J' and 'V' intertwined.A stylized signature in blue ink, featuring a large 'P' and 'C' intertwined.